

Le budget du Conseil des sciences a été réduit de moitié, tombant de 5 millions à 2,5 millions de dollars. On nous a dit que le gouvernement n'avait pas les moyens, en période d'austérité, de subventionner un seul organisme national chargé de combler nos besoins scientifiques ou d'intéresser et les citoyens et les gouvernements du Canada à la science en général.

Une autre tuile nous est tombée sur la tête cette semaine lors du dépôt des prévisions budgétaires. En effet, le seul ministère dont les dépenses augmenteront au cours de l'année est le ministère d'État à la Science et à la Technologie. Ce n'est pas l'argent qui manque quand il faut bâtir des empires et embaucher des fonctionnaires pour propager les vues du gouvernement.

Les subventions accordées au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie devaient être le critère permettant de jauger l'effort que le gouvernement était prêt à consentir à l'égard de la recherche et du développement au Canada. Pourquoi critère? Simplement parce que ce conseil est un organisme du gouvernement fédéral qui répartit les crédits accordés au titre de la recherche universitaire. Il représente la source de financement la plus importante pour la recherche et la formation dans nos universités. Son budget annuel est de 300 millions de dollars, mais il devait passer à quelque 700 millions de dollars en 1990 dans le cadre d'un projet que cet organisme a présenté au gouvernement. En tout, environ 17,000 personnes profitent directement de ses programmes, dont 6,000 professeurs et plus de 6,000 boursiers de deuxième cycle, de premier cycle et de niveau post-doctoral. Il avait été prévu que quelque 30,000 personnes obtiendraient de l'aide du CRSNG en 1990 si le projet de cet organisme était approuvé.

Ces subventions servaient à mesurer les intentions du gouvernement sur ce chapitre car la formation des jeunes dans des disciplines scientifiques ne constitue-t-elle pas le point de départ d'une activité scientifique florissante au Canada? Tout le monde convient, même le gouvernement, que nous ne saurions soutenir la concurrence étrangère, créer des emplois et maintenir notre niveau de vie sans les retombées de la recherche scientifique. On ne peut doubler nos dépenses sur ce plan, faire preuve d'un esprit innovateur ou réduire notre immense déficit dans le commerce des produits de haute technicité si nous n'avons pas de gens compétents pour assumer cette tâche.

● (1300)

Depuis que le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie a soumis son plan quinquennal au gouvernement l'an dernier, tous les espoirs étaient permis compte tenu des promesses et des engagements du gouvernement. Cette année-là a été aussi une année de vives inquiétudes. J'ai déjà parlé, à maintes reprises, de l'exode de nos cerveaux vers l'étranger qui ne laisse de préoccuper nos concitoyens. Un article à ce sujet est paru dans le *Mail-Star* de Halifax, le 20 janvier dernier, sous le titre «Dalhousie University Losing Researchers». On disait que certains chercheurs étaient partis tenter leur chance aux États-Unis à cause du manque de subventions fédérales et des menaces de compressions financières qui pesaient sur la communauté scientifique canadienne. Il y a plusieurs mois, le doyen de la faculté de mathématiques de l'Université de Waterloo a annoncé qu'il partait au Tennessee parce que le climat de la recherche était déplorable au Canada et qu'il en avait assez d'être obligé de livrer des combats homériques à chaque fois qu'il avait besoin de matériel nouveau.

#### *Le budget—M. Berger*

Tous les membres du Parlement, y compris le premier ministre (M. Mulroney), le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), le ministre de la Science et de la Technologie (M. Oberle) et le ministre des Finances (M. Wilson) ont reçu à l'automne dernier des centaines sinon des milliers de lettres envoyées par des gens de tout le Canada qui appuyaient les plans des trois conseils fédéraux qui financent la recherche universitaire. L'une de ces lettres venait du directeur de l'Université McGill qui soutenait que le financement de ces conseils de recherche était une responsabilité nationale et qu'il appartenait au gouvernement fédéral de faire en sorte que ce financement soit correctement planifié et suffisant.

Dans une déclaration sur la recherche et les paiements de transfert, des associations universitaires de tout l'ouest du Canada ont instamment recommandé au gouvernement d'approuver les plans des trois conseils. Le président de l'Université de Western Ontario a écrit qu'il est vital de soutenir au moyen de subventions satisfaisantes notre capacité de recherche. Il a ajouté que l'outil le plus efficace, ce sont les conseils de recherche.

Outre mes interventions à la Chambre sur ce sujet, j'ai aussi participé à l'émission de CBC *The Nation's Business* le 9 février dernier. J'ai alors demandé au gouvernement de consentir immédiatement au financement demandé par ces trois conseils. J'ai invité les téléspectateurs à m'écrire pour me donner leur avis sur cette question. Je leur ai promis de faire suivre leurs lettres au premier ministre. J'ai reçu près de 40 lettres, toutes favorables sauf une ou deux. Permettez-moi de vous lire l'une de ces lettres, écrite par une mère d'Ottawa, M<sup>me</sup> Renée Demmer:

Mon fils termine ses études supérieures en chimie physique en novembre 86, et ensuite c'est l'inconnu. Il s'est mis à la recherche d'un emploi pour novembre, mais surtout où il présente sa candidature, on lui répond la même chose: «pas de poste vacant, car nous n'avons pas de crédits».

Depuis qu'il est parti à l'Université de Toronto en novembre 85, trois des jeunes chercheurs en chimie qu'il a rencontrés là-bas ont quitté le Canada et sont partis aux États-Unis. Si mon fils ne trouve pas de travail ici en Ontario, ou au Québec ou n'importe où au Canada, il n'aura pas le choix, et cela voudra dire que mes deux fils seront obligés de vivre aux États-Unis parce que le Canada ne s'occupe pas de ses jeunes chercheurs scientifiques.

J'ai un certain nombre d'autres lettres de ce genre.

Pour faire comprendre ce que je veux dire, monsieur le Président, à cause de son idée fixe de réduire le déficit, le gouvernement a montré qu'il n'était pas disposé à investir dans la ressource la plus précieuse du Canada, sa population, et plus particulièrement ses jeunes. Un économiste respecté, Michael McCracken, de la firme Infometrica, a déclaré après la présentation du budget que l'on gaspillait quelque 50 ou 60 milliards de dollars chaque année parce qu'on ne réussit pas à établir le plein emploi au Canada. Notre déficit dans le domaine de la technologie de pointe se chiffre aujourd'hui à environ 12 milliards de dollars, soit l'équivalent de 120,000 emplois spécialisés.

J'attends le jour où le gouvernement écouterait ce que les Canadiens ont à lui dire, où il comprendrait ces faits élémentaires, et où il présenterait au Parlement et aux Canadiens un budget et une politique qui témoignent d'une vision et qui favoriseraient la croissance du pays au lieu de compromettre l'avenir de nos jeunes et de notre économie.